DV.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L

- 6-07-1989
Vandemeulebroeke
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 19.073/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes, le 12 mai 1989, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions", a donné le 12 juin 1989 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 12 mei 1989 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie", heeft op 12 juni 1989 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

L'article 1er du projet tend à remplacer l'article 1er de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes, et au commerce des munitions.

Le texte en projet prévoit que sont seules autorisées à fabriquer, stocker ou collectionner des armes à feu, des pièces de ces armes ou des munitions, à en faire le commerce ou à intervenir dans ce commerce, les personnes physiques ou morales agréées par le gouverneur de province, après avis motivé du procureur du Roi et du bourgmestre (§ 1er); dans certaines hypothèses, le gouverneur peut rejeter immédiatement les demandes (§ 2).

Le texte de l'article 1er en projet appelle les observations d'ordre général suivantes :

1. Aucun recours, autre que celui organisé par l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, n'est prévu au profit des intéressés contre les décisions de refus d'agrément prises par le gouverneur.

Lorsque les demandes émanent de personnes qui entendent n'exercer aucune activité industrielle ou commerciale, il ne semble y avoir aucune raison majeure d'instituer un tel recours.

En revanche, lorsque les demandes sont introduites par des commerçants ou des artisans, un recours devrait être institué, car il y va de décisions administratives de

nature à porter atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie. Un tel recours serait, pour les mêmes raisons, justifié en ce qui concerne les refus d'agrément opposés à des demandes émanant de personnes entendant agir, à titre professionnel, comme intermédiaires dans le commerce des armes, pièces et munitions.

Ce recours devrait être introduit, dans un délai et selon des modalités à préciser, soit dans le texte, soit par le Roi Auquel le texte pourrait donner délégation, devant le ministre compétent. Le texte en projet devrait désigner ce ministre. Il devrait aussi prévoir la motivation de toutes les décisions de refus, qu'elles émanent du gouverneur ou du ministre compétent décidant sur le recours.

2. Le texte en projet impose l'agrément du gouverneur pour "collectionner des armes à feu, des pièces de ces armes ou des munitions", les collections des armes et munitions étant, par ailleurs, soumises, suivant le nouvel article 28 en projet (article 22 du projet), à des conditions arrêtées par le Roi.

Toutefois, dans le commentaire donné par l'exposé des motifs (p. 4) de l'article 3, alinéa 3, en projet (article 3 du projet), qui définit les armes de panoplie ou de collection, il est précisé que "la détention" de telles armes "est libre". Ce commentaire ne se concilie, ni avec l'article 1er, ni avec l'article 28 en projet.

Des explications fournies par le fonctionnaire délégué, il ressort que les armes à feu ne seront considérées comme des armes de panoplie ou de collection que si

elles sont anciennes, c'est-à-dire s'il n'est pratiquement plus possible, à l'heure actuelle, de se procurer des munitions en vue de leur utilisation.

Il resulte de ce qui précède que l'article 1er en projet ne vise pas des collections d'armes à feu anciennes.

Le texte de l'article 1er, devrait, dès lors, être plus précis à cet égard.

3. Il y a une certaine contradiction à admettre qu'en vertu de l'article 14bis en projet, les personnes âgées de moins de 18 ans ne pourraient pas acheter des armes à feu, alors qu'en vertu de l'article 1er, § 1er, en raison de la généralité des termes utilisés, une personne âgée de moins de 18 ans pourrait être agréée, par exemple, pour exercer la profession de marchand d'armes à feu, notamment si elle hérite d'un commerce d'armes et est, dès l'âge de quinze ans, émancipée à l'effet d'exploiter ce commerce.

Il conviendrait de remédier à cette contradiction.

Par ailleurs, le texte en projet appelle encore les observations particulières ci-après :

Paragraphe 1er.

- L'usage recommande d'écrire dans la version française "§ 1er". La remarque vaut pour les articles 1er, 2, 5, 11, 14, 14bis et 15 en projet.

Le texte français et le texte néerlandais de la première phrase du paragraphe 1er ne sont pas en concordance. Contrairement au texte néerlandais, le texte français ne mentionne pas la réparation des armes. Dans le commentaire en langue française de l'article 1er, sont visées "les activités de fabriquer, réparer ...". Il s'agit d'une erreur matérielle qu'il faut corriger pour que les deux textes soient en concordance.

- Il conviendrait de préciser que le gouverneur compétent est celui de la province sur le territoire de laquelle le requérant se propose d'exercer ses activités. La fin du paragraphe 1er pourrait ensuite être rédigée comme suit : "...du procureur du Roi de l'arrondissement et du bourgmestre de la commune où cette activité devra s'exercer".

- Selon le fonctionnaire délégué, les avis donnés par le procureur du Roi et le bourgmestre ne lieront pas le gouverneur de la province. Le texte de la seconde phrase du paragraphe 1er pourrait cependant donner à penser que le gouverneur serait tenu d'accorder l'agrément si les avis étaient favorables. Le texte suivant est donc proposé pour la seconde phrase du paragraphe 1er :

"Le gouverneur statue sur la demande d'agrément après avoir reçu l'avis motivé du procureur du Roi de l'arrondissement et du bourgmestre de la commune, où le requérant se propose d'exercer son activité".

Paragraphe 2.

1°

La fin du 1° doit être rédigée comme suit :

"1° les personnes ... par application de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude;"

Il n'y a pas lieu, en effet, de citer la loi du 1er juillet 1964 qui a modifié celle du 9 avril 1930.

2°

Pour être plus complet (cas des co-auteurs) et tenir compte de l'exposé des motifs, le 2° serait mieux rédigé comme suit :

"2° les personnes qui ont été condamnées comme auteur ou co-auteur à une peine correctionnelle privative de liberté de plus de trois mois pour avoir commis une des infractions prévues : ...".

3°

Le 3° serait mieux rédigé comme suit :

"3° les personnes morales dont un administrateur, un gérant, un commissaire ou toute personne déléguée à l'administration ... (la suite comme projet)".

.../...

Article 2.

Il ne se justifie pas de recourir à la subdivision en paragraphes lorsqu'aucun de ceux-ci ne comporte plus d'un alinéa. La remarque vaut pour les articles 2, 5 et 14 en projet.

Paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er).

La deuxième phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Il ne peut être refusé que pour des raisons tenant au maintien de l'ordre public".

La notion d'ordre public ici utilisée n'est définie que dans l'exposé des motifs; il y aurait lieu d'inclure cette définition dans le texte et d'y faire référence dans les articles où cette notion est également utilisée (articles 2, alinéa 2, 5°, 6, 9 et 11).

3°

Le 3° serait mieux rédigé comme suit :

"3° a obtenu l'agrément sur la base de la communication de renseignements inexacts;".

4°

Le 4° serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"4° n'a pas exercé, pendant un an, les activités faisant l'objet de l'agrément".

5°

Le 5° est imprécis dans la mesure où, comme l'a indiqué le fonctionnaire délégué, la disposition tend à interdire, par exemple, à un fabricant ou à un marchand d'armes d'exploiter, en même temps, une entreprise de gardiennage. Par ailleurs, il y a lieu de définir, par référence, comme dit ci-dessus, la notion d' "ordre public".

Article 3.

Les expressions "armes courtes" et "armes longues" ne sont pas définies dans le texte en projet. Selon l'exposé des motifs, elles ont été empruntées à la convention européenne sur le contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes à feu par des particuliers, faite à Strasbourg le 28 juin 1978. Mais cette convention n'a pas encore été ratifiée par la Belgique. Il faudrait donc incorporer dans le texte en projet la définition des armes visées.

A cet effet, le texte de l'alinéa 2 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Sont réputées armes de défense : les armes, dites armes à feu courtes, dont le canon a une longueur égale ou inférieure à trente centimètres ou dont la longueur totale ne dépasse pas soixante centimètres : les armes à feu longues semi-automatiques et les armes à feu longues à percussion annulaire".

.../...

L'alinéa 3 nouveau ne classe plus parmi les armes de guerre, les "armes blanches propres à servir à l'armement des troupes", qui sont visées par l'actuel article 3, alinéa 3. La raison de cette omission n'apparaît pas; l'exposé des motifs n'en dit rien. Il y aurait donc lieu que l'auteur du texte s'en explique.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas ce qu'il faut entendre par armes à feu propres à servir à l'armement des troupes. Il s'indiquerait de désigner dans le texte l'autorité qui serait chargée de déterminer quelles seront les armes à feu propres à ~~se~~servir l'armement des troupes. Une telle précision éviterait aux diverses autorités compétentes de devoir porter des appréciations sans critères précis et aux juridictions de devoir juger, dans l'incertitude, de la légalité de ces appréciations.

L'alinéa 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Sont réputées armes de panoplie : les armes qui ne présentent qu'un intérêt historique, folklorique ou décoratif, désignées par le Roi, ainsi que les armes à feu rendues inaptes au tir selon des procédés arrêtés par le Roi".

En effet, une collection d'armes peut comprendre des armes qui ne sont pas des armes de panoplie ou de collection; il est donc préférable d'omettre le mot "collection" dans la dénomination de la catégorie d'armes visée.

.../...

Article 4.

Il serait plus précis d'écrire "Dans l'article 4, alinéa 2 ...".

On notera que l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle dans le système pénal a été abrogé par l'article 20, § 1er, de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation.

L'article 4, alinéa 2, de la loi du 3 janvier 1933, modifié par la loi du 4 mai 1936 prescrit la confiscation des armes prohibées et soustrait cette confiscation à l'application de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888, ce qui veut dire qu'en cas de condamnation avec sursis pour vente ou détention d'armes prohibées, le sursis ne s'applique pas à la confiscation. La modification que l'article 4 du projet apporte à l'article 4 de la loi de 1933 est la conséquence de l'abrogation de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 par la loi du 29 juin 1964 (article 20, § 1er).

Le Gouvernement appréciera s'il n'y a pas lieu, pour des mesures de sécurité publique, de refuser le sursis quand il s'agit de confisquer des armes prohibées.

Article 5.

Il y a, dans le paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er) en projet, une discordance entre le texte français et le texte néerlandais.

.../..

Le texte français doit prévaloir, car il commine une interdiction personnelle.

Au paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2) en projet, mieux vaudrait écrire en français "... une autorisation de détenir l'arme importée, visée à l'article 6".

Au paragraphe 3 (devenant l'alinéa 3) en projet, il y a lieu de placer, dans le texte français, une virgule après le mot "intransformable".

Le texte néerlandais du paragraphe 3 doit être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

Paragraphe 1er.

A l'alinéa 1er, in fine, il y a lieu d'ajouter : "... du requérant; si l'autorisation est refusée, la décision doit être motivée".

A l'alinéa 2, il y a lieu de désigner de manière plus précise le procureur du Roi et le gouverneur compétents. Compte tenu du texte de l'alinéa 1er, il devrait s'agir du procureur et du gouverneur compétents en raison du domicile du requérant.

Au reste, tel qu'il est rédigé, l'alinéa 2 pourrait donner à penser que le gouverneur ne peut accorder l'autorisation de détenir une arme que si l'avis du procureur du Roi est favorable. Selon le fonctionnaire délégué, le gouverneur n'est pas lié par l'avis du procureur du Roi; il serait dès lors préférable de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Si l'autorisation a été refusée, le gouverneur de la province où le requérant est domicilié peut l'accorder après avoir pris l'avis du procureur du Roi de l'arrondissement où le requérant est domicilié".

La même question se pose à propos de l'alinéa 3, seconde phrase, et appelle la même réponse. Le texte suivant est donc proposé pour l'alinéa 3 :

"S'il apparaît que la détention de l'arme peut porter atteinte à l'ordre public, le gouverneur de la province où le requérant est domicilié peut suspendre ou révoquer l'autorisation par décision motivée, après avoir pris l'avis du procureur du Roi de l'arrondissement où le requérant est domicilié".

Il y aurait lieu, en outre, de se référer à l'article 2 pour la définition de l'ordre public.

Paragraphe 2.

Contrairement à ce qui est prévu au paragraphe 1er pour les particuliers, détenteurs d'une arme de défense, domiciliés en Belgique, le paragraphe 2 ne prévoit aucune possibilité, pour ceux qui, non domiciliés en Belgique (il peut s'agir de Belges domiciliés à l'étranger), se verraient refuser la détention d'une telle arme, d'obtenir de l'autorité supérieure la réformation de la décision de refus.

.../...

Une telle discrimination paraît injustifiée.

Pour garantir le respect du principe d'égalité, il s'imposerait de prévoir, d'une part, que l'autorité chargée de délivrer l'autorisation aux requérants qui ne sont pas domiciliés en Belgique, serait le gouverneur du Brabant, décidant après avis motivé du procureur du Roi de Bruxelles, et qu'en cas de refus d'autorisation, qui devrait être, lui aussi, motivé, le ministre de la Justice pourrait l'accorder. Pour garantir la centralisation des renseignements au ministère de la Justice, il pourrait être ajouté que le gouverneur du Brabant devrait donner avis au ministre de la Justice des autorisations qu'il accorde.

Au paragraphe 2, alinéa 2, il y a lieu d'adopter la même solution. De plus, il s'impose, pour la notion d'ordre public, de faire référence à l'article 2.

Paragraphe 3.

Le paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Le particulier qui a acquis une arme dans les conditions prévues à l'article 5, § 3, est autorisé à la détenir pendant les dix années qui suivent l'obtention du permis de chasse ou d'un document équivalent".

.../...

Article 7.

Les observations faites, à l'article 6, au sujet de la désignation de l'autorité chargée de délivrer les permis et de la faculté de réformation qu'il y a lieu de prévoir lorsqu'un permis est refusé à une personne domiciliée à l'étranger ou est suspendu ou révoqué, valent aussi pour l'article 7 en projet.

A l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire au lieu de "à délivrer par ..." : "délivré par ...".

Par ailleurs, à la fin du même alinéa 1er, il y a lieu d'écrire "après avis du procureur du Roi de l'arrondissement où est situé ce domicile", au lieu de "sur avis du procureur du Roi".

Dans le texte français de l'alinéa 3, au lieu de "contient mention des ...", il faut écrire : "mentionne les ..."; de plus, il faut placer une virgule après "5 ans". Il serait, par ailleurs, souhaitable, pour éviter tout arbitraire, de préciser pour quel motif la révocation pourra être décidée.

Article 9.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, mieux vaut écrire "sauf autorisation délivrée par le gouverneur de la province du domicile du requérant, après avis conforme du chef de corps de la police communale du même domicile ou, à son défaut ... de la gendarmerie de ce domicile".

Dans l'alinéa 2 du paragraphe 1er, mieux vaut écrire : "Si le requérant ...".

.../...

Au paragraphe 2, il faut faire référence à la définition de l'ordre public qui sera donnée à l'article 2 en projet.

Article 10.

En modifiant l'article 3 de la loi du 3 janvier 1933, le projet tend à compléter la classification des armes en insérant la catégorie des armes de panoplie entre la catégorie des armes de guerre et celle des armes de chasse ou de sport. Pour respecter cet ordre, il s'indiquerait d'insérer, dans le texte de ladite loi, la nouvelle section comme une section IVbis comprenant un article 12bis. Cette suggestion ne modifierait pas la numérotation des articles du projet.

Conformément à l'observation déjà faite à propos de l'article 1er, il y a lieu de supprimer, dans l'article 13bis en projet (devenant 12bis), les mots "ou de collection".

Article 11.

Paragraphe 1er (devenant alinéa 1er)

Le point de départ du délai de trois mois devrait être précisé dans le nouvel article 14, alinéa 1er.

.../...

D'autre part, la disposition n'envisage que le cas où une arme de chasse ou de sport est classée comme arme de défense et non le cas où elle serait classée comme arme de guerre.

Par ailleurs, l'usage recommande d'écrire dans le texte français ; "en exécution de l'article 3, alinéa 6, ...".

Compte tenu de ces trois observations, le texte suivant est proposé pour le nouvel article 14, alinéa 1er :

"Lorsqu'un arrêté royal pris en exécution de l'article 3, alinéa 6, classe des armes de chasse ou de sport comme armes de défense ou comme armes de guerre, les personnes qui détiennent de telles armes doivent les faire immatriculer dans les trois mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté. Une autorisation de détention leur est délivrée gratuitement".

Paragraphe 2 (devenant alinéa 2).

Dans le texte français, la première phrase de l'alinéa 2 du nouvel article 14 porte que "Celui qui détient ou acquiert une arme de défense ou une arme de guerre dans des conditions autres que celles prévues aux articles 6 et 11 doit introduire une demande d'autorisation dans les trois mois de l'acquisition de l'arme". Les mots "détient ou ..." sont superflus et doivent être omis.

La première phrase du paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2) du texte néerlandais doit être rédigée conformément à la proposition faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

La seconde phrase de l'article 14, alinéa 2, autorise la personne visée par la première phrase à conserver provisoirement l'arme en question jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa demande, à moins que l'autorité compétente n'en décide autrement. Mais cette seconde phrase ne dit pas ce qu'il faut faire de l'arme en ce dernier cas et l'article 14, alinéa 3, ne règle pas non plus ce problème. Il y aurait lieu de compléter la disposition en projet, à ce sujet.

Par ailleurs, il y a lieu de se reporter à la définition de l'ordre public qui sera donnée à l'article 2 en projet.

Paragraphe 3 (devenant alinéa 3).

La fin de cet alinéa serait mieux rédigée comme suit :

"... de suspension ou de révocation, remise en dépôt ou cédée à une personne agréée ou à une personne autorisée à la détenir".

Article 12.

Cet article 12 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 12. Un article 14bis, rédigé comme suit, est inséré au chapitre II, section III, de la même loi :

"Art. 14bis. § 1er. Il est interdit :

1° de vendre des armes à feu par correspondance;

.../...

2° de vendre ou céder des armes à feu à des particuliers de moins de dix-huit ans;

3° de faire de la publicité pour des armes prohibées.

§ 2. Il est interdit de faire de la publicité pour des armes à feu de défense ou des armes à feu de guerre ou d'exposer de telles armes en vente sans indiquer de façon visible que leur détention est soumise à autorisation.

Le Roi peut déterminer la forme et le contenu de la publicité visée à l'alinéa premier".

Toutefois, le 2° du paragraphe 1er, qui prévoit qu'il est interdit de vendre ou céder des armes à feu à des particuliers de moins de dix-huit ans, peut paraître trop large, compte tenu de l'observation qui a été faite à propos de l'article 1er, § 1er; le terme "particuliers" est équivoque. Ne faut-il pas faire la distinction entre les particuliers, d'une part, et les commerçants et artisans, d'autre part ? Le texte serait plus précis si était utilisée l'expression "particuliers non commerçants ou artisans".

Article 13.

Paragraphe 1er.

Dans le texte français de l'article 15, § 1er, alinéas 2 et 3, et § 3, en projet, on écrira "§ 1er" et "alinéas 1er et 2", et dans le texte néerlandais de l'alinéa 3 en projet, il y a lieu d'écrire : "het eerste en het tweede lid".

.../...

Paragraphe 2.

Il y a lieu de remplacer les trois tirets par 1°, 2°, 3°.

Paragraphe 3.

Dans le texte néerlandais du paragraphe 3 en projet, il y a lieu d'écrire : "Een koninklijk besluit kan ..."

Article 14.

Il y a lieu d'écrire "après avis du procureur du Roi" au lieu de "sur avis du procureur du Roi".

Par ailleurs, il faut préciser qu'il s'agit du gouverneur et du procureur du Roi "du domicile du requérant".

En outre, il y a lieu d'énoncer que les décisions de refus d'autorisation et celles portant révocation de l'autorisation doivent être motivées. Il faut aussi préciser que c'est le gouverneur du domicile du requérant, au moment de la révocation, qui est compétent.

Article 18.

Le début de l'article 24 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 24. Les membres de la gendarmerie, de la police communale et de la police judiciaire, les officiers et agents judiciaires près les parquets, le directeur ..." (la suite comme au projet, sous la réserve d'écrire, dans le texte néerlandais, à la fin de l'alinéa 1er "en van de besluiten", au lieu de "en de besluiten")".

.../...

Article 19.

Le début du texte français de l'article 25 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 25. Le Roi arrête les mesures ... (la suite comme au projet)".

Il y a une discordance entre le texte français qui ne vise pas les munitions et le texte néerlandais qui traite des acquisitions, ventes, cessions, importations et exportations d'armes à feu et de munitions. Le texte français doit être complété en y mentionnant les munitions.

Article 23.

Il faut désigner de manière plus précise le gouverneur compétent, fût-ce par référence à l'article adéquat de la loi en projet.

Article 24.

L'article devrait être rédigé en tenant compte des propositions de texte qui ont été faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Artikel 1.

Artikel 1 van het ontwerp heeft tot doel artikel 1 van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapenen en op de handel in munitie, te vervangen.

De ontworpen tekst bepaalt dat alleen natuurlijke personen of rechtspersonen die na een met redenen omkleed advies van de procureur des Konings en van de burgemeester door de provinciegouverneur zijn erkend, worden gemachtigd om vuurwapens, onderdelen ervan of munitie te vervaardigen, op te slaan of te verzamelen, alsook daarin handel te drijven of als tussenpersoon in die handel op te treden (§ 1); in bepaalde gevallen kan de gouverneur de aanvragen onmiddellijk afwijzen (§ 2).

Bij de tekst van het ontworpen artikel 1 zijn de volgende algemene opmerkingen te maken :

1. Behalve het beroep waarin wordt voorzien bij artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, staat er voor de belanghebbenden geen enkel beroep open tegen de door de gouverneur genomen beslissingen om de erkenning te weigeren.

Wanneer de aanvragen uitgaan van personen die niet voornemens zijn om enige industriële of commerciële activiteit uit te oefenen, lijkt er geen belangrijke reden te zijn om in zo'n beroep te voorzien.

Wanneer de aanvragen echter door handelaars of ambachtslui worden ingediend, zou wel in een beroep moeten worden voorzien omdat het gaat om administratieve beslissingen die van die aard zijn dat ze inbreuk kunnen maken op de vrijheid van handel en nijverheid. Zo'n beroep zou om dezelfde redenen ook verantwoord zijn bij weigering van een erkenning voor aanvragen van personen die beroepshalve als tussenpersoon in de handel in wapens, onderdelen ervan of munitie willen optreden.

Dat beroep zou, binnen een termijn en op een wijze die ofwel in de tekst, ofwel door de Koning, aan Wie de tekst delegatie zou kunnen verlenen, nader dienen te worden bepaald, bij de bevoegde minister moeten worden ingesteld. Die minister zou in de ontworpen tekst moeten worden aangewezen. Daarin zou ook moeten worden bepaald dat alle weigeringsbeslissingen, of ze nu uitgaan van de gouverneur of van de bevoegde minister die over het beroep beslist, met redenen moeten worden omkleed.

2. De ontworpen tekst schrijft de erkenning van de gouverneur voor om "vuurwapens, onderdelen ervan of munitie ... te verzamelen" en het verzamelen van wapens en munitie is bovendien, volgens het ontworpen nieuwe artikel 28 (artikel 22 van het ontwerp), verbonden aan door de Koning gestelde voorwaarden.

Maar in het commentaar dat in de memorie van toelichting (blz. 4) wordt gegeven bij het ontworpen artikel 3, derde lid (artikel 3 van het ontwerp), dat een definitie geeft van de wapens voor wapenrekken en verzamelingen, wordt gezegd dat "het verkrijgen" van zulke wapens "vrij" is. Dat commentaar verdraagt zich niet met het ontworpen artikel 1, noch met het ontworpen artikel 28.

Uit de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte uitleg blijkt dat de vuurwapens enkel als wapens voor wapenrekken en verzamelingen zullen worden beschouwd als ze antiek zijn, dat wil zeggen als het tegenwoordig bijna niet meer mogelijk is munitie te krijgen om ze te gebruiken.

Uit het voorgaande blijkt dat het ontworpen artikel 1 niet doelt op verzamelingen van antieke vuurwapens.

De tekst van artikel 1 zou ter zake dan ook nauwkeuriger moeten zijn.

3. Het is enigszins tegenstrijdig om aan te nemen dat een persoon van minder dan 18 jaar krachtens het ontworpen artikel 14bis geen vuurwapens zou kunnen kopen, terwijl diezelfde persoon krachtens artikel 1, § 1, wegens de algemene bewoordingen, bijvoorbeeld zou kunnen worden erkend om het beroep van handelaar in vuurwapens uit te oefenen, in het bijzonder als hij een wapenhandel erft en vanaf de leeftijd van vijftien jaar is ontvoogd om die handel te drijven.

Die tegenstrijdigheid zou moeten worden weggewerkt.

.../...

Bovendien zijn bij de ontworpen tekst nog de volgende bijzondere opmerkingen te maken :

Paragraaf 1.

- Het gebruik wil dat in de Franse versie "§ 1er" wordt geschreven. Deze opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 1, 2, 5, 11, 14, 14bis en 15.

De Nederlandse tekst en de Franse tekst van de eerste volzin van het eerste lid zijn niet in overeenstemming. In strijd met wat de Nederlandse tekst bepaalt, maakt de Franse tekst geen melding van de herstelling der wapens. In het Frans commentaar bij artikel 1, zijn vermeld "... les activités de fabriquer, réparer ...". Het gaat hier om een materiële vergetelheid die hersteld moet worden opdat de twee teksten in overeenstemming zouden zijn.

- Er zou nader dienen te worden bepaald dat de bevoegde gouverneur de gouverneur is van de provincie op het grondgebied waarvan de verzoeker zijn activiteit wil gaan uitoefenen. Het slot van paragraaf 1 zou dan als volgt kunnen worden geredigeerd : "... van de procureur des Konings van het arrondissement en van de burgemeester van de gemeente waar die activiteit zal worden uitgeoefend".

- Volgens de gemachtigde ambtenaar zullen de adviezen van de procureur des Konings en van de burgemeester niet bindend zijn voor de gouverneur van de provincie. De tekst van de tweede volzin van paragraaf 1 zou evenwel de indruk kunnen wekken dat de gouverneur verplicht zal zijn om de erkenning te verlenen als de adviezen gunstig zijn.

Bijgevolg wordt voor de tweede volzin van paragraaf 1 de volgende tekst voorgesteld :

"De gouverneur doet uitspraak over de aanvraag om erkenning na ontvangst van het met redenen omklede advies van de procureur des Konings van het arrondissement en van de burgemeester van de gemeente waar de verzoeker voornemens is om zijn activiteit uit te oefenen".

Paragraaf 2.

1°

Het slot van 1° moet als volgt worden geredigeerd :

"1° personen ... krachtens de wet van 9 april 1930 tot bescherming der maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers;".

Het is immers niet nodig om de wet van 1 juli 1964, waarbij de wet van 9 april 1930 is gewijzigd, te vermelden.

2°

Om volledi ger te zijn (het betreft de mededaders) en rekening te houden met de memorie van toelichting, zou 2° beter als volgt worden geredigeerd :

"2° personen die als dader of als mededader veroordeeld zijn tot een correctionele vrijheidsstraf van meer dan drie maanden wegens een van de misdrijven bepaald in : ...".

.../...

3°

3° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"3° rechtspersonen waarvan een bestuurder, een zaakvoerder, een commissaris of elke persoon aan wie het bestuur is opgedragen, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 2.

De indeling in paragrafen is niet gewettigd wanneer geen enkele van die paragrafen meer dan één lid bevat. De opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 2, 5 en 14.

Paragraaf 1 (die het eerste lid wordt).

Het zou beter zijn de tweede volzin als volgt te redigeren :

"Zij kan alleen worden geweigerd om redenen die verband houden met het handhaven van de openbare orde, ...".

Het begrip openbare orde, dat hier wordt gehanteerd, wordt alleen in de memorie van toelichting gedefinieerd; die definitie zou in de tekst moeten worden ingevoegd en er zou naar moeten worden verwezen in de artikelen waarin dat begrip ook wordt gebruikt (artikel 2, tweede lid, 5°, 6, 9 en 11).

3°

Het zou beter zijn 3° als volgt te redigeren :

"3° de erkenning op grond van onjuiste inlichtingen heeft verkregen;".

4°

Het zou beter zijn 4° als volgt te stellen :

"4° gedurende een jaar de activiteiten waarop de erkenning betrekking heeft, niet heeft uitgeoefend".

5°

De bepaling van 5° is onduidelijk in zoverre deze bepaling zoals de gemachtigde ambtenaar erop heeft gewezen, ertoe strekt om bijvoorbeeld een wapenfabrikant of wapenhandelaar te verbieden terzelfder tijd een bewakingsonderneming te drijven. Bovendien behoort het begrip "openbare orde", zoals hierboven is gezegd, door verwijzing te worden gedefinieerd.

Artikel 3.

De uitdrukkingen "korte wapens" en "lange wapens" worden in de ontworpen tekst niet gedefinieerd. Volgens de memorie van toelichting zijn zij ontleend aan de Europese Overeenkomst aangaande de controle op het verwerven en

het voorhanden hebben van vuurwapens door particulieren, gedaan te Straatsburg op 28 juni 1978. Deze overeenkomst is evenwel nog niet door België bekrachtigd. De definitie van de bedoelde wapens zou dus in de ontworpen tekst moeten worden opgenomen.

Daartoe zou het beter zijn de tekst van het ontworpen tweede lid als volgt te stellen :

"Als verweerwapens worden beschouwd : de wapens, korte vuurwapens genaamd, waarvan de lengte van de loop dertig centimeter of minder bedraagt of waarvan de totale lengte niet meer dan zestig centimeter bedraagt; de lange halfautomatische vuurwapens en de lange vuurwapens met ringvormige percussie".

De in het huidige artikel 3, derde lid, bedoelde "blanke wapenen die kunnen dienen voor de "bewapening der troepen" worden in het nieuwe derde lid niet meer bij de oorlogswapens ingedeeld. De reden van die weglating is niet duidelijk; in de memorie van toelichting wordt er niets over gezegd. De steller van de tekst zou daaromtrent dus uitleg moeten verstrekken.

Het is de Raad van State bovendien niet duidelijk wat dient te worden verstaan onder vuurwapens bestemd voor de bewapening van de troepeneenheden. Er bestaat een gerede aanleiding om in de tekst de overheid aan te wijzen die zou hebben te bepalen welke vuurwapens bestemd zijn voor de bewapening van de troepeneenheden. Een dergelijke precisering zou voorkomen dat de verschillende bevoegde overheden zonder duidelijke criteria een oordeel moeten uitbrengen en dat de rechtbanken in het ongewisse moeten beslissen over de wettigheid van die oordeelsvellingen.

Het zou beter zijn het vierde lid als volgt te redigeren :

"Als wapens voor wapenrekken worden beschouwd : de door de Koning aangewezen wapens die slechts een historische, folkloristische of decoratieve waarde hebben, alsmede de vuurwapens die volgens door de Koning vastgestelde werkwijzen voor het schieten onbruikbaar zijn gemaakt".

Een wapenverzameling kan immers wapens bevatten die geen wapens zijn voor wapenrekken of verzamelingen; het is dus verkieslijk in de benaming van de bedoelde categorie wapens de woorden "en verzamelingen" weg te laten.

Artikel 4.

Het zou nauwkeuriger zijn te schrijven "In artikel 4, tweede lid ...".

Er zij opgemerkt dat artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling in het strafstelsel, opgeheven is door artikel 20, § 1, van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie.

Artikel 4, tweede lid, van de wet van 3 januari 1933, gewijzigd bij de wet van 4 mei 1936, voorziet in de verbeurdverklaring van de verboden wapens en onttrekt die verbeurdverklaring aan de toepassing van artikel 9 van de wet van 31 mei 1888, wat betekent dat, in geval van veroordeling met uitstel wegens het verkopen of het voorhanden

hebben van verboden wapens, het uitstel geen toepassing vindt op de verbeurdverklaring. De wijziging die artikel 4 van het ontwerp aanbrengt in artikel 4 van de wet van 1933, is het gevolg van de opheffing van artikel 9 van de wet van 31 mei 1888 door de wet van 29 juni 1964 (artikel 20, § 1).

De Regering zal hebben uit te maken of het uitstel niet ter wille van de openbare veiligheid behoort te worden geweigerd wanneer het er om gaat verboden wapens verbeurd te verklaren.

Artikel 5.

In de ontworpen paragraaf 1 (die het eerste lid wordt) is er een discrepantie tussen de Franse en de Nederlandse tekst.

De Franse tekst moet doorslaggevend zijn daar hij een persoonlijk verbod oplegt.

In de Franse tekst van de ontworpen paragraaf 2 (die het tweede lid wordt), zou het beter zijn te schrijven : "... une autorisation de détenir l'arme importée, visée à l'article 6".

De ontworpen paragraaf 3 (die het derde lid wordt) behoort als volgt te worden gesteld :

"De verkoop, de overdracht of de invoer van lange halfautomatische wapens ontworpen voor de jacht en waarvan de lader of het magazijn ten hoogste twee patronen kan bevatten en niet kan worden weggenomen of omgevormd, is evenwel toegestaan aan personen ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 6.

Paragraaf 1.

Het eerste lid moet aan het slot als volgt worden aangevuld : "... te hebben; indien de vergunning wordt geweigerd, moet de beslissing met redenen worden omkleed".

In het tweede lid moet worden gepreciseerd welke procureur des Konings en welke gouverneur bevoegd zijn. Rekening houdend met de tekst van het eerste lid zou het moeten gaan om de procureur en de gouverneur die bevoegd zijn wegens de woonplaats van de verzoeker.

Zoals het tweede lid luidt kan het overigens de indruk wekken dat de gouverneur de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen pas kan verlenen als het advies van de procureur des Konings gunstig is. Volgens de gemachtigde ambtenaar is het advies van de procureur des Konings niet bindend voor de gouverneur; het zou derhalve verkieslijk zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"Indien de vergunning geweigerd is, kan de gouverneur van de provincie waar de verzoeker zijn woonplaats heeft deze toch verlenen na het advies te hebben ingewonnen van de procureur des Konings van het arrondissement waar de verzoeker zijn woonplaats heeft".

Hetzelfde probleem doet zich voor in het derde lid, tweede zin, en moet op dezelfde wijze worden opgelost. Bijgevolg wordt de volgende tekst voorgesteld voor het derde lid :

"Indien blijkt dat het voorhanden hebben van het wapen de openbare orde kan verstoren, kan de gouverneur van

.../...

de provincie waar de verzoeker zijn woonplaats heeft de vergunning bij een met redenen omklede beslissing schorsen of intrekken na het advies te hebben ingewonnen van de procureur des Konings van het arrondissement waar de verzoeker zijn woonplaats heeft".

Bovendien zou er moeten worden verwezen naar artikel 2 voor de definitie van openbare orde.

Paragraaf 2.

In tegenstelling tot de regeling die in paragraaf 1 is getroffen ten behoeve van de particulieren die een verweerwapen voorhanden hebben en in België wonen, voorziet paragraaf 2 voor degenen die hun woonplaats niet in België hebben (het kan gaan om Belgen die in het buitenland wonen) en geen toestemming zouden krijgen om een dergelijk wapen voorhanden te hebben, niet in een mogelijkheid om van de hogere overheid te verkrijgen dat zij de afwijzende beslissing ongedaan maakt.

Voor een dergelijke discriminatie lijkt geen reden voorhanden.

Ten einde de eerbiediging van het gelijkheidsbeginsel te waarborgen, zou er moeten worden bepaald dat de gouverneur van Brabant zal optreden als overheid die tot taak heeft de vergunning te verlenen aan de verzoekers die niet in België wonen en dat hij zal beslissen na een met redenen omkleed advies te hebben gekregen van de procureur des Konings te Brussel, en dat in het geval de vergunning

wordt geweigerd, welke weigering eveneens moet worden gemotiveerd, ze nog door de Minister van Justitie zal kunnen worden verleend. Om ervoor te zorgen dat de gegevens worden gecentraliseerd in het Ministerie van Justitie, zou er voorts kunnen worden bepaald dat de gouverneur van Brabant aan de Minister van Justitie kennis moet geven van de vergunningen die hij verleent.

In paragraaf 2, tweede lid, moet voor dezelfde oplossing worden geopteerd. Bovendien dient er voor het begrip openbare orde te worden verwezen naar artikel 2.

Paragraaf 3.

Het zou beter zijn paragraaf 3 als volgt te redigeren :

"§ 3. De particulier die een wapen heeft verkregen onder de in artikel 5, § 3, gestelde voorwaarden, is gerechtigd om dat wapen gedurende tien jaar volgend op de afgifte van de jachtvergunning of van een gelijkwaardig stuk voorhanden te hebben".

Artikel 7.

Voor het ontworpen artikel 7 gelden dezelfde opmerkingen als die welke bij artikel 6 zijn gemaakt met betrekking tot het aanwijzen van de overheid die tot taak heeft de vergunningen te verlenen en van die de bevoegdheid zou moeten krijgen om, telkens als een vergunning wordt geweigerd aan een in het buitenland wonende persoon, respectievelijk wordt geschorst of ingetrokken, die beslissing ongedaan te maken.

In het eerste lid dient "verleend door ..." te worden geschreven, in plaats van "te verlenen door ...".

Voorts schrijve men aan het slot van hetzelfde eerste lid in plaats van "op advies van de procureur des Konings", "na advies van de procureur des Konings van het arrondissement waar die woonplaats gevestigd is".

In de Franse tekst van het derde lid dient er in plaats van "contient mention des ..." te worden geschreven : "mentionne les ..."; bovendien moet er na "5 ans" een komma worden geschreven. Om alle vormen van willekeur te voorkomen zou het overigens wenselijk zijn dat wordt gepreciseerd om welke reden tot intrekking kan worden besloten.

Artikel 9.

In paragraaf 1, eerste lid, zou het beter zijn te schrijven : "Behoudens een vergunning verleend door de gouverneur van de provincie waar de verzoeker zijn woonplaats heeft, na gelijkluidend advies van de korpschef van de gemeentepolitie van diezelfde woonplaats of, wanneer er geen is, van de commandant van de rijkswacht van die woonplaats, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In het tweede lid van paragraaf 1 zou het beter zijn te schrijven : "Indien de verzoeker ...".

In paragraaf 2 moet er worden verwezen naar de definitie van openbare orde die in het ontworpen artikel 2 zal worden gegeven.

Artikel 10.

Het ontwerp wijzigt artikel 3 van de wet van 3 januari 1933 en beoogt hierbij de wapens verder in te delen in categorieën door de categorie wapens voor wapenrekken in te voegen tussen categorie oorlogswapens en die van de jacht- en sportwapens. Opdat die volgorde wordt ontzien, zou het aangewezen zijn in de tekst van de genoemde wet de nieuwe afdeling in te voegen als een afdeling IVbis die een artikel 12bis zou bevatten. Dit voorstel zou geen wijziging van de nummering van de artikelen van het ontwerp teweeg brengen.

Overeenkomstig de opmerking die reeds is gemaakt met betrekking tot artikel 1, moeten de woorden "of verzamelingen" in het ontworpen artikel 13bis (dat artikel 12bis wordt) vervallen.

Artikel 11.

Paragraaf 1 (die het eerste lid wordt).

In het nieuwe artikel 14, eerste lid, zou moeten worden gepreciseerd wanneer de termijn van drie maanden ingaat.

Voorts houdt de bepaling alleen rekening met de mogelijkheid dat een jacht- of sportwapen bij de verweerwapens wordt ingedeeld en niet met de mogelijkheid dat het bij de oorlogswapens wordt ingedeeld.

.../...

Overigens verdient het aanbeveling om zoals gebruikelijk is in de Franse tekst te schrijven : "en exécution de l'article 3, alinéa 6, ...".

Gelet op deze drie opmerkingen, wordt de volgende tekst voorgesteld voor het nieuwe artikel 14, eerste lid :

"Wanneer een koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 3, zesde lid, jacht- of sportwapens indeelt bij de verweerwapens of de oorlogswapens, moeten de personen die dergelijke wapens voorhanden hebben, ze laten inschrijven binnen drie maanden na de inwerkingtreding van het besluit. Een vergunning om dergelijke wapens voorhanden te hebben wordt hun kosteloos uitgereikt".

Paragraaf 2 (die het tweede lid wordt).

De Franse tekst van de eerste volzin van het tweede lid van het nieuwe artikel 14 luidt als volgt : "Celui qui détient ou acquiert une arme de défense ou une arme de guerre dans des conditions autres que celles prévues aux articles 6 et 11 doit introduire une demande d'autorisation dans les trois mois de l'acquisition de l'arme". De woorden "détient ou" zijn overbodig en moeten vervallen.

In de eerste volzin zou het beter zijn te schrijven : "... verkregen, een vergunning om een dergelijk wapen voorhanden te hebben, aanvragen".

.../...

De tweede volzin van artikel 14, tweede lid, machtigt de in de eerste volzin bedoelde persoon om het wapen in kwestie voorlopig te bewaren totdat over zijn aanvraag is beslist, tenzij de bevoegde overheid er anders over beslist. Maar die tweede volzin bepaalt niet wat er in dat laatste geval met het wapen dient te gebeuren en artikel 14, derde lid, regelt dat probleem evenmin. De ontworpen bepaling zou in dat opzicht aangevuld moeten worden.

Bovendien zij verwezen naar de definitie van openbare orde die in het ontworpen artikel 2 zal worden gegeven.

Paragraaf 3 (die het derde lid wordt).

Het slot van dat lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"... moet het wapen binnen de termijn bepaald in de beslissing waarbij de vergunning wordt geweigerd, geschorst of ingetrokken, in een bewaarplaats neergelegd worden of overgedragen aan een erkend persoon of een persoon die gemachtigd is om het wapen voorhanden te hebben".

Artikel 12.

Dat artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Art. 12. In hoofdstuk II, afdeling III, van dezelfde wet wordt een aldus luidend artikel 14bis ingevoegd :

"Art. 14bis. § 1. Het is verboden :

1° vuurwapens per postorder te verkopen;

2° vuurwapens te verkopen of over te dragen aan particulieren jonger dan 18 jaar;

3° reclame te maken voor verboden wapens.

§ 2. Het is verboden reclame te maken voor verweervuurwapens of oorlogsvuurwapens of zodanige wapens te koop te stellen zonder op zichtbare wijze aan te geven dat voor het voorhanden hebben ervan een vergunning is vereist.

De Koning kan de vorm en de inhoud van de in het eerste lid bedoelde reclame bepalen.

De bepaling onder 2° van paragraaf 1, die stelt dat het verboden is vuurwapens te verkopen of over te dragen aan particulieren jonger dan 18 jaar, kan evenwel te ruim geformuleerd lijken, gelet op de opmerking die gemaakt is bij artikel 1, § 1; de term "particulieren" is onduidelijk. Dient er geen onderscheid te worden gemaakt tussen particulieren enerzijds en handelaars en ambachtslieden anderzijds ? De tekst zou nauwkeuriger zijn indien er werd gewerkt met de uitdrukking "particulieren die geen handelaars of ambachtslieden zijn".

.../...

Artikel 13.

Paragraaf 1.

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 15, § 1, tweede en derde lid, en § 3, schrijve men "§ 1er" en "alinéas 1er et 2", en in de Nederlandse tekst van het ontworpen derde lid schrijve men "het eerste en het tweede lid".

Paragraaf 2.

De drie streepjes dienen te worden vervangen door 1°, 2°, 3°.

Paragraaf 3.

In de Nederlandse tekst van de ontworpen paragraaf 3 schrijve men : "Een koninklijk besluit kan ...".

Artikel 14.

Men schrijve "na ingewonnen advies van de procureur des Konings" in plaats van "op advies van de procureur des Konings".

Voorts dient te worden gepreciseerd dat het gaat om de gouverneur en de procureur des Konings "van de woonplaats van de verzoeker".

Bovendien behoort te worden bepaald dat de beslissingen houdende weigering van de vergunning en die houdende intrekking van de vergunning gemotiveerd moeten worden. Er dient ook te worden bepaald dat het de gouverneur is van de plaats waar de verzoeker op het ogenblik van de intrekking van de vergunning woont, die bevoegd is.

Artikel 18.

Het begin van het ontworpen artikel 24 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 24. De leden van de rijkswacht, van de gemeentepolitie en van de gerechtelijke politie, de officieren en gerechtelijke agenten bij de parketten, de directeur ... (voorts zoals in het ontwerp, met dien verstande dat aan het slot van het eerste lid van het ontworpen artikel "en van de besluiten" moet worden geschreven, in plaats van "en de besluiten")".

Artikel 19.

Het begin van de Franse tekst van het ontworpen artikel 25 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 25. Le Roi arrête les mesures ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Voorts is er een gebrek aan overeenstemming in het ontworpen artikel tussen de Franse tekst die niet over munitie handelt en de Nederlandse tekst die handelt over het verkrijgen, de verkoop, de overdracht, de in- en uitvoer van vuurwapens en munitie. De Franse tekst moet aangevuld worden met de melding van de munitie.

Artikel 23.

De bevoegde gouverneur dient nauwkeuriger te worden aangewezen, al was het door verwijzing naar het passende artikel van de ontworpen wet.

Artikel 24.

Het teken "§ 1" moet aan de tekst worden toegevoegd.

De tweede volzin van het eerste lid zou als volgt gesteld moeten worden :

"Een vergunning om een dergelijk wapen voorhanden te hebben wordt hun kosteloos uitgereikt".

Paragraaf 2.

Aan het slot van de paragraaf schrijve men : "... vergunningen om een verweerwapen voorhanden te hebben".

.../...

Paragraaf 3.

Aan het slot van het eerste lid van de paragraaf schrijve men : "... een vergunning om een dergelijk wapen voorhanden te hebben, aanvragen".

Aan het slot van het tweede lid schrijve men : "... 3 januari 1933, dat door deze wet wordt gewijzigd".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.